

Déclaration de SUD éducation

La journée de mobilisation du 12 décembre a permis aux personnels du lycée professionnel de montrer leur détermination face à une réforme qui fait une nouvelle fois perdre du temps d'enseignement aux élèves et qui détériore une nouvelle fois les conditions d'enseignement.

Avec cette modification de la grille horaire, on est bien loin du « choc des savoirs » voulu par le ministère : sans compter les 6 semaines de parcours différencié, les élèves perdent 71h d'enseignement professionnel, les heures de chef d'œuvre (renommé « projet ») et 2 des 3 heures d'accompagnement personnalisé. Sur trois ans, ce sont 170h perdues pour les élèves alors même que le ministère prétend, dans le même temps, renforcer les savoirs fondamentaux.

Aucun bilan n'a été tiré de la réforme de 2019 que déjà une nouvelle réforme idéologique est imposée à des personnels moralement fatigué·es par la

sape progressive de l'enseignement professionnel sous statut scolaire. Qui plus est, cette réforme est prévue pour s'appliquer dès la rentrée 2024, alors que les élèves de 1ère n'ont pas été préparé·es à cette nouvelle mouture de l'année de terminale ; alors que les PLP n'ont pas pu adapter leurs cours et leurs progressions ; et alors que le Président a annoncé la fermeture ou la transformation de 15% des filières à la rentrée prochaine. On demande encore une fois à une génération d'essayer les plâtres d'une réforme désastreuse avec un calendrier intenable.

À rebours de cette logique de renforcement de la place de l'entreprise, SUD éducation revendique un retour au bac professionnel en 4 ans dans le cadre d'un lycée professionnel associant enseignement professionnel et enseignement général, et qui apporte aux élèves autonomie et esprit critique.